Nevoy : "On ne sait pas les accueillir"

Publication : mercredi 26 juillet 2023 11:59

La République du Centre, 26 juillet 2023

SOULAGEMENT ■ Après l'officialisation de l'absence d'un second rassemblement à Nevoy, les élus réagissent

« On ne sait pas les accueillir »

La Moselle plutôt que la Loire… L'association Vie et lumière ne reviendra pas une seconde fois dans l'année à Nevoy, ce qui soulage les maires locaux.

Maximilien Degrier
maximilien.degrier@centrefrance.com

C'est officiel depuis le lundi 24 juillet au soir. Il n'y aura pas de deuxième rencontre évangélique de la communauté des gens du voyage dans le Loiret. Après l'annonce d'Élisabeth Borne, Première ministre, Marc Gaudet, président UDI du Département du Loiret, aux côtés de Francis Cammal, maire DVD de Gien, ainsi que Jean-François Darmois, maire de Nevoy, se sont réunis pour faire part de leur soulagement après une bataille qui aura duré plusieurs mois… Le rendez-vous avait été pris avant la décision d'Élisabeth Borne, pour faire, une nouvelle fois, pression.

Le Giennois a obtenu gain de cause

À Nevoy, lieu du premier rendez-vous annuel de l'association, Jean-François Darmois explique que « ça fait beaucoup de bien d'arriver à cette solution ». Les pèlerins seront installés en Moselle cette année, une décision que salue le maire de Gien, par ailleurs candidat aux élections sénatoriales, tout en admettant que cela « règle un problème pour en ajouter un ailleurs ». Ce nouvel espace mesurera plus de 400 hectares contre les 120 habituellement utilisés à Nevoy.

PROMESSE. Les élus sont partisans d'une limitation du nombre de participants pour le prochain rassemblement. PHOTO A. MARIE

La bataille des élus du Giennois, soutenus par le président du Sénat, Gérard Larcher, ainsi que par les trois sénateurs loirétains (Jean-Noël Cardoux et Hugues Saury, à droite, Jean-Pierre Sueur, à gauche), aura duré plusieurs mois. « On n'a pas lâché, on a presque harcelé les services de l'État », avoue Jean-François Darmois.

Lors de la conférence de presse, les trois hommes ont estimé que ce processus a « illustré la capacité des élus à travailler ensemble », entre l'effort de deux mairies et celui du Département. Ils regrettent tout de même qu'il ait fallu attendre « le bout du bout » pour obtenir gain de cause, après avoir jeté une dernière bouteille à la mer : ils avaient indiqué qu'ils n'agiraient « que sur réquisition de l'État » en cas de maintien d'un deuxième rassemblement. Ils avaient ainsi manifesté leur volonté de ne pas participer à l'organisation de cet événement, puisqu'ils n'étaient pas d'accord.

Ce qui importe désormais, c'est la fameuse « pérennisation de cette solution » : « Il ne faut pas que ça soit un coup d'épée dans l'eau », réagit, par ailleurs, Mathilde Paris, députée RN de la troisième circonscription du Loiret, qui appelle, elle aussi, à une « pérennisation ».

Installée à Nevoy depuis 1987, où elle est présente « trois mois par an », la communauté des gens du voyage reviendra au printemps prochain. Pour Marc Gaudet, il n'est « pas question de remettre en cause » ce rendez-vous. Mais il souhaiterait une « réflexion plus approfondie », notamment autour d'une « jauge ». Le président du Département appelle à une réelle « prise de conscience au plus haut sommet de l'État ».

« Nous sommes OK pour un rassemblement à Gien, mais pas dans ces conditions », ajoute Francis Cammal, qui pointe des problèmes de sécurité, d'utilisation des routes, de potentiels incendies ou encore des risques d'insalubrité. Un thème de campagne, assurément, pour le candidat aux élections sénatoriales de septembre…

> **« On est passé du simple au double » alors que « nos infrastructures n'ont pas évolué »**

Selon le maire de Gien, « on est passé du simple au double » sur le nombre de pèlerins entre 1987 et aujourd'hui alors que, dans le même temps, « nos infrastructures n'ont pas évolué ». Alors, des adaptations sont demandées, parce qu'en l'état, « on ne sait pas les accueillir ». Actuellement, il n'y a ni jauge ni limite. Et l'association se dit incapable « d'intendre ou de fixer une jauge », ajoute le maire de Gien.

Les trois élus pensent qu'il serait donc plus normal que le gouvernement donne lui-même une limite du nombre de pèlerins à accueillir, ce qu'il fait pour d'autres événements en tout genre, afin d'éviter d'en arriver à « 70.000 » participants. « Dès la fin de l'été, on sollicitera les services de l'État », assurent-ils. Une bataille vient de se terminer, d'autres sont sans doute à venir. ■

Phoca PDF